

Arrosages  
chimiques

# Choristoneura la tordeuse

par Magali Marc\*

**D**ans mon article du mois dernier sur la pollution du fleuve Saint-Laurent, je terminais en disant que nous ne devons pas laisser, les yeux fermés, les gouvernements protéger notre santé. S'il est un domaine où les écologistes ont les yeux bien ouverts, c'est certainement celui des arrosages chimiques contre les insectes ravageurs de la forêt.

L'un deux, connu sous le vocable poétique de «tordeuse des bourgeons de l'épinette», se nomme en latin : «Choristoneura fumiferana». N'hésitant pas à afficher davantage mon érudition, j'irai même jusqu'à dire qu'en réalité Choristoneura ne s'attaque pas seulement aux épinettes, mais aussi et surtout au sapin baumier.

## Tordeuse de profits

À cause de l'importance économique du sapin baumier, dont le bois est utilisé par les compagnies de pâtes et papier, cette savante approche nous incite à conclure que notre amie Choristoneura a mal choisi son garde-manger. À cause d'une question de gros sous, et parce que l'industrie forestière ne badine pas avec ces sales insectes, le ministère de l'Énergie et des ressources du Québec (MER) dépense depuis plus de dix ans des fonds publics pour arroser copieusement les régions touchées par cette «pôvre petite bête» avec des produits chimiques qui sont en eux-mêmes – c'est là le hic – bien plus dangereux que tous les insectes parasites réunis.

Résultats ? Des études révèlent qu'il y aurait un lien entre des maladies graves comme le syndrome de Reye ou le syndrome hémolytique et urémique (SHU) et les arrosages chimiques. Inutile de dire, ce sont des êtres humains faits de chair et d'os qui souffrent de ces maladies. Choristoneura, elle, a la vie dure.

Conscients que des arrosages chimiques ne viendraient jamais à bout d'une population de «tordeuses» dans une région donnée, les écologistes – encore eux – nous ont avertis que les «populations résiduelles» (comprendre les tordeuses ayant survécu aux arrosages) seraient d'autant plus tenaces que la disparition de leurs consoeurs allait augmenter leur accès à la nourriture, faute de compé-

tion. C'est ainsi que les écologistes prédisaient l'apparition d'une «super-tordeuse», une Choristoneura plus grosse, plus résistante, se reproduisant plus efficacement. Et vlan ! La reprise, en 1981, de l'épidémie que le ministère de l'Énergie et des ressources pensait avoir enrayerée en arrosant depuis 1973 donna raison aux écolos. Les arrosages n'avaient fait qu'empirer la situation.

## Une bonne fille !

Il faut dire, pour être juste, que Choristoneura n'est pas la petite peste qu'on voudrait nous faire croire. Malgré qu'elle fasse l'objet de la réprobation de ceux dont le premier objectif est le profit, Choristoneura est reconnue par les écologistes, ces empêcheurs d'arroser en rond, comme un insecte qui a un rôle important à jouer dans l'équilibre écologique. Parfaitement ! Ce rôle ? S'attaquer aux maillois faibles, aux arbres devenus trop vieux, pour faire de la place et permettre aux forêts de se régénérer. Sans les interventions humaines de coupe à blanc et de déboisement abusif, Choristoneura remplirait gentiment son rôle de régénératrice, disparaîtrait, réapparaîtrait selon un cycle qui lui est propre et tout le monde serait content.

Mais voilà, l'industrie des pâtes et papier a toujours eu carte blanche pour exploiter les forêts québécoises. Les industriels se sont servis, ont déboisé le pays à tire-larigot et se plaignent maintenant que Choristoneura menace leurs profits.

Parce que les écologistes s'opposent aux épandages annuels de fénitrothion et de matacil (les deux insecticides utilisés depuis plus de dix ans, on aimerait faire croire au public qu'ils se fichent royalement des emplois générés par l'industrie forestière. Beaucoup perçoivent encore les écologistes comme des «granolas» amoureux de la nature qui ne songent qu'à protéger les arbres et les petites fleurs. Pourtant, l'homologation récente d'un insecticide biologique, le *Bacillus thuringiensis* (qui a été depuis utilisé avec succès par Environnement Canada), est le résultat de la lutte menée par ces mêmes écologistes pour faire en sorte que le MER, s'il veut arroser, le fasse avec des produits inoffensifs pour les humains. S'il persiste à le faire avec des produits chi-

miques dangereux, c'est moins à cause de leur efficacité, loin d'être évidente, qu'en raison des pressions des compagnies productrices d'insecticides chimiques, qui n'acceptent pas d'être supplantées par les producteurs d'insecticides biologiques. Ainsi, à l'hiver 1982, quand les groupes environnementaux participaient plus nombreux que jamais aux audiences publiques du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour s'opposer au programme d'arrosage du MER, des bruits couraient que celui-ci avait déjà fait sa commande d'insecticides chimiques pour arroser les forêts au printemps 1983. Le processus de «consultation du public» devenait donc une sinistre farce puisqu'en réalité, le MER avait déjà fait son lit.

Pire encore : non seulement le ministère de l'Énergie et des ressources persiste à utiliser des fonds publics pour financer de coûteux programmes d'arrosage chimique auxquels les groupes environnementaux s'opposent mais, de plus, il paye des annonces dans certaines revues spécialisées comme *Forêt et conservation* afin de faire croire au public que ces arrosages chimiques contre la tordeuse sont nécessaires. Pendant ce temps, les groupes de pression tentent péniblement de ramasser leurs petits sous pour faire contrepoids à cette propagande trompeuse. Pénible contradiction que d'avoir, par le biais de nos forêts, à convaincre les gens du bien-fondé d'un programme contre lequel nous nous opposons de toute nos forces !

Reste à savoir quels seront les résultats des audiences publiques convoquées en août et septembre derniers, malgré les protestations véhémentes des groupes participants qui estimaient n'avoir pas assez de temps pour bien se préparer. En effet, le MER, toujours peu respectueux des procédures de consultation, n'a rendu public qu'en juin dernier son programme d'arrosage pour les années à venir. Cela ne laissait aux intéressés qu'une courte période estivale pour étudier les «briques» du MER et le rapport de la firme Marsan sur les impacts des arrosages chimiques. Ce genre de mépris n'étonne plus, on s'y fait... FIN

\* Magali Marc est co-présidente de la Société pour vaincre la pollution (SVP).